

Corrigé exercice 08.02 : Cas Bodin

Il s'agit dans cet exercice de déterminer le résultat fiscal d'une entreprise en examinant 10 opérations et en précisant la règle fiscale applicable à chacune d'entre elle.

1. Charges de personnel

La rémunération d'un exploitant individuel n'est jamais déductible fiscalement, et elle doit être réintégrée sur le tableau n° 2058-A. Le fait que cette rémunération soit exagérée n'a ici aucune importance puisqu'elle n'a aucune incidence sur le résultat fiscal.

Réintégration : **50 000 €**

Pour Mme Bodin, la rémunération est intégralement déductible car bien que les époux soient mariés selon le régime de la communauté légale, l'entreprise a adhéré à un centre de gestion agréé (CGA).

La rémunération versée à leur fille pour un stage d'été est comptablement et fiscalement déductible.

Les rémunérations des deux autres salariés sont également déductibles dans une double limite : ces rémunérations doivent correspondre à un travail effectif et elles ne doivent pas être exagérées au regard des services rendus.

2. Prime d'assurance

-Assurance-vie M. Bodin : le contrat d'assurance-vie, qui n'est pas un contrat homme clé, est considéré comme un placement financier : la prime est non déductible de l'exercice N, mais sera déductible globalement soit à l'expiration du contrat, soit lors de la survenance du risque.

- Prime d'assurance multirisque professionnelle : cette assurance est comptablement et fiscalement déductible.

3. Dons et mécénat

Les dons, lorsqu'ils sont consentis à des organismes éligibles, ne sont pas fiscalement déductibles mais ouvrent droit à réduction d'impôt, lorsqu'ils sont consentis à des organismes reconnus d'utilité publique ou d'intérêt général.

-Pour le don consenti à Médecins du Monde, association reconnue d'utilité publique, M. Bodin a le choix entre deux solutions :

1ère solution :

Il s'agit d'une réduction d'impôt de 60 % prévue pour les entrepreneurs individuels :

Le don ouvre droit à réduction d'impôt dans la limite de 5 ‰ du CA HT $950\,000 \times 5\text{‰} = 4\,750\text{ €}$. Le don étant supérieur au plafond, la réduction d'impôt n'ouvre droit à réduction d'impôt que dans la limite de $4\,750 \times 60\% = 2\,850\text{ €}$.

Le reliquat ($5\,000 - 4\,750 = 250\text{ €}$) peut être reporté, sous certaines conditions, au titre des 5 exercices suivants.

2ème solution :

M. Bodin peut bénéficier d'une réduction de 66 % prévue pour les personnes privées au titre de l'IR, soit $5000 \times 66 \% = 3\,300$

En supposant que le don consenti n'excède pas la limite des versements de 20 % du revenu imposable, la 2^{ème} solution est la plus intéressante.

- **Pour le don consenti à l'association des Amis du Farcis poitevin** : il ne s'agit pas d'un organisme d'intérêt général à caractère philanthropique, éducatif, scientifique, social, humanitaire, sportif, familial, culturel ou concourant à la mise en valeur du patrimoine artistique, à la défense de l'environnement naturel ou à la diffusion de la culture, de la langue et des connaissances scientifiques françaises. Cette association n'est pas éligible à la réduction d'impôt, donc **800 €** à réintégrer.

- **Pour le club de tennis communal** : il s'agit d'une dépense de parrainage ou sponsoring qui est fiscalement déductible puisque la dépense n'est pas excessive et parce que le nom de l'entreprise apparaît dans la publicité pour l'anniversaire du club.

4. Loyers payés

- Le loyer de la maison occupée par M. Bodin et sa famille n'est pas déductible : cette charge qui n'est pas engagée dans l'intérêt de l'entreprise est constitutive d'un acte anormal de gestion et elle doit être réintégrée pour **12 000 €**.

- Le loyer de l'entrepôt, qui correspond à une location professionnelle, est déductible s'il n'est pas excessif, ce qui semble être le cas. Aucun retraitement.

5. Impôts, taxes et pénalités

Cotisation foncière des entreprises (CFE) : il s'agit d'un impôt fiscalement déductible.

Rappel de 700 € pour insuffisance de déclaration de la CVAE N-1 : déductible puisque la CVAE est un impôt fiscalement déductible du résultat.

Pénalités fiscales et sociales : elles ne sont jamais déductibles du résultat fiscal. A réintégrer **900 €**.

Amende pour excès de vitesse : Sont exclues des charges déductibles les sanctions pécuniaires et pénalités de toute nature mises à la charge des contrevenants à des obligations légales, dont les contraventions pour infraction au code de la route. A réintégrer **95 €**.

6. Amortissements

-Volvo XC60 : L'article 39, 4, du CGI interdit, sauf justification, la déduction de l'amortissement des véhicules immatriculés dans la catégorie des voitures particulières, pour la fraction de leur prix d'acquisition, taxes comprises, qui dépasse un plafond fixé en dernier lieu à 18 300 € pour les véhicules mis en circulation depuis le 1er novembre 1996. La catégorie des voitures particulières comprend, outre les voitures de tourisme, les « commerciales », « canadiennes » ou « breaks ».

Le break Volvo est un véhicule de tourisme non polluant pour lequel la limite fiscale de déductibilité de l'amortissement s'applique:

A réintégrer : $(42\,000 - 18\,300) \times 20\% \times 210/360 = \mathbf{2\,765\,€}$

-Camionnette de transport : aucune réintégration car il s'agit d'un véhicule utilitaire non concerné par la limitation.

7. Produits du portefeuille titres

Les dividendes doivent être extournés du résultat fiscal pour être imposés en IR dans la catégorie revenus de capitaux mobiliers.

3 500 € à déduire fiscalement.

8. Apports de l'exploitant

Du fait de l'absence de reconnaissance de patrimoine d'affectation en droit fiscal français (hors EIRL), les sommes mises à la disposition de l'entreprise par M. Bodin ne peuvent donner lieu à rémunération.

A réintégrer : **700 €**

9. Acompte client

Cette opération est sans incidence sur le résultat de N. L'enregistrement de l'acompte ne fait jouer que des comptes de bilan. La fabrication n'ayant pas commencé durant l'exercice, cette commande n'influencera pas les stocks. Le produit sera intégralement comptabilisé sur l'exercice N+1, au titre de l'exercice d'achèvement de la prestation.

10. Prime de bilan

Les gratifications allouées au personnel ne sont en principe déductibles que des résultats de l'exercice au cours duquel elles ont été versées.

Toutefois, le principe du versement et ses modalités de calcul résultant d'un **engagement ferme et irrévocable pris avant la clôture de l'exercice**, l'entreprise est admise à déduire ces sommes immédiatement, sans attendre leur versement effectif.

Soit **20 000 €** déductibles comptablement et fiscalement, sous réserve que cet engagement soit effectivement pris avant la clôture de l'exercice N.

11. Aménagement d'un local inscrit à l'actif du bilan

L'aménagement du local et la réalisation de cloisons intérieures ne sont pas déductibles car ils représentent l'entrée d'un nouvel élément dans l'actif immobilisé.

A réintégrer = **10 000 €**.

12. Détermination du résultat fiscal

	Résultat comptable	Résultat fiscal	
	35 000,00	Réintégrations	Déductions
Charges de personnel		50 000,00	
Prime d'assurance M. Bodin:		2 000,00	
Dons et Mécénat		5 800,00	
Loyers	12 000,00		
Impôts, taxes et pénalités		995,00	
Amortissement Volvo:		2 765,00	
Dividendes			3 500,00
Apports rémunérés de l'exploitant		700,00	
Aménagement du local	10 000,00		
TOTAL:	57 000,00	62 260,00	3 500,00
Résultat fiscal:	115 760		

Le BIC s'élève à 115 760 € et il est imposable au taux progressif de l'IR, sans majoration puisque M. Bodin a adhéré à un CGA.